



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/1343
25 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 NOVEMBRE 1994, ADRESSÉE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Suite aux récents communiqués de mon gouvernement au Conseil de sécurité au sujet de la zone de sécurité de la poche de Bihac, en particulier ma lettre du 22 novembre 1994 (S/1994/1328), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un télégramme de l'Associated Press, daté du 25 novembre 1994 intitulé "Dédramatiser Bihac".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Muhamed SACIRBEY

Annexe

TÉLÉGRAMME DE L'ASSOCIATED PRESS DE SARAJEVO DATÉ DU 25 NOVEMBRE 1994

SARAJEVO, Bosnie-Herzégovine (AP) – Donnant sa propre interprétation des nouvelles du front, le commandement militaire des Nations Unies en Bosnie a dédramatisé les violations de la "zone de sécurité" de Bihac.

Des informations dignes de foi de violations serbes de la zone protégée par les Nations Unies mettraient en doute la crédibilité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elles accroîtraient également les pressions exercées sur l'OTAN et les Nations Unies en faveur d'une utilisation plus intensive de la force, avec les conséquences imprévisibles que cela pourrait entraîner.

Ceci étant, les fonctionnaires de l'information des Nations Unies ont fait tout leur possible pour présenter la situation à Bihac sous un jour favorable, comme ils l'avaient fait en avril lors du siège de Gorazde par les Serbes, une autre "zone de sécurité" des Nations Unies dans l'est de la Bosnie. La première attaque aérienne de l'OTAN contre les positions serbes a eu lieu à Gorazde.

Pour le moins, les porte-parole des forces de maintien de la paix des Nations Unies ont cherché à mettre en doute la crédibilité des informations faisant état de violations de la "zone de sécurité" de Bihac par des combattants serbes de Bosnie et de la Croatie voisine.

Par exemple :

Lors d'une réunion d'information la semaine dernière, un porte-parole des Nations Unies, le lieutenant-colonel Tim Spicer, a réaffirmé que les rebelles serbes respectaient la zone de Bihac qui s'étend plus ou moins sur 9 kilomètres de long sur 8 kilomètres de large. Il a mentionné en passant, toutefois, qu'un poste d'observation des Nations Unies avait dû être abandonné par suite des tirs d'artillerie. Par la suite, les journalistes qui ont eu accès aux cartes des Nations Unies ont découvert que le poste en question se trouvait à l'intérieur de la zone de sécurité.

Lors d'une autre réunion d'information, le lieutenant-colonel Jan-Dirk von Merveldt, un autre porte-parole des Nations Unies, a déclaré que selon un rapport non confirmé, un hélicoptère serbe aurait tiré une roquette en violation de l'interdiction de l'OTAN concernant l'utilisation d'aéronefs par les combattants. Devant l'insistance des journalistes désireux d'en savoir davantage, von Merveldt a reconnu qu'un officier des Nations Unies avait entendu le son d'un hélicoptère suivi par l'explosion d'une roquette. Il a précisé que ce rapport avait été considéré comme "non confirmé" parce que l'officier en question "n'avait pas vraiment vu ce qui s'était passé".

Des fonctionnaires civils des Nations Unies en Croatie ont par la suite attaqué violemment les Serbes pour se servir d'un hélicoptère armé dans les combats autour de Bihac, en violation de l'interdiction de survol de la Bosnie.

Avec l'intensification des combats autour de Bihac, le Gouvernement bosniaque a affirmé que des Serbes venant de Croatie avaient franchi la frontière et participaient aux combats en violation sans discussion des ordres des Nations Unies.

Des porte-parole des Nations Unies ont fait valoir que ces informations n'étaient pas confirmées. Toutefois, des sources ayant accès à des rapports des Nations Unies confidentiels ont déclaré que des fonctionnaires de l'ONU dans la zone de Bihac avaient signalé cette incursion.

Le même scénario s'est reproduit quand, selon des informations confidentielles, on a appris que des Serbes de Bosnie avaient pénétré dans la zone de sécurité de Bihac alors qu'à maintes reprises ils avaient été mis en garde contre le franchissement de la ligne de tracé. Un porte-parole des Nations Unies a finalement admis l'incursion deux jours plus tard.

Il s'est avéré difficile d'obtenir des informations de première main sur la situation à Bihac. Les Serbes qui contrôlent l'accès à la zone ont refusé aux journalistes de traverser leur territoire. Le central téléphonique de l'état-major des Nations Unies à Zagreb (Croatie) a refusé aux journalistes de les mettre en communication avec les bureaux des Nations Unies à Bihac pour obtenir du personnel local une évaluation directe de la situation.

À Gorazde, des informations émanant d'observateurs militaires des Nations Unies et de personnel d'appui dans l'enclave ont donné encore plus de force au tollé international contre les attaques serbes et les attaques aériennes de l'OTAN.

L'OTAN a menacé de recourir à des opérations militaires si les Serbes de Bosnie pénétraient dans la zone de sécurité de Bihac. Après avoir finalement reconnu que cette pénétration avait eu lieu, les Nations Unies ont commencé à laisser entendre que, plutôt que de demander à l'OTAN de repousser les Serbes hors de cette zone, on essaierait une approche nouvelle, à savoir redessiner la carte de la zone protégée de Bihac.

"Nous insisterons pour que le tracé soit pleinement respecté" a dit jeudi le commandant des troupes des Nations Unies en Bosnie, le général de corps d'armée sir Michael Rose. "Ce qui ne veut pas dire que le tracé restera exactement ce qu'il est".

Note de la rédaction. Robert H. Reid, le chef du bureau de l'Associated Press aux Philippines a fait plusieurs reportages sur la Yougoslavie dans les années 80 et effectue actuellement sa troisième mission en Bosnie.
